

## POLITIQUE

# Marcourt et le MR s'étripent sur l'examen d'entrée en médecine

**Faut-il imposer un examen d'entrée en médecine ?** Le

MR, qui va proposer un décret en ce sens, a attaqué le ministre

Marcourt, qui s'y oppose.

Le ministre de l'Enseignement supérieur en Fédération Wallonie-Bruxelles, Jean-Claude Marcourt (PS), et l'opposition MR ont croisé le fer, hier, en séance plénière du Parlement sur l'opportunité d'imposer un examen d'entrée aux études de médecine pour résorber la crise liée à la limitation des numéros Inami.

Devant l'assemblée, le ministre socialiste a répété ses réticences envers pareille mesure, d'application en Flandre et désormais préconisée par les doyens des facultés de médecine francophones.

«Je ne suis pas certain qu'un examen d'entrée, qui ne ferait qu'entériner le côté inégalitaire de l'enseignement obligatoire, soit une solution», a indiqué M. Marcourt, en ré-

ponse à des questions des députés Joëlle Kapompolé (PS) et Olivier Maroy (MR) sur le sujet.

## Attitude « irresponsable »

S'appuyant sur les piètres résultats enregistrés lors du test obligatoire mais non-contraignant imposé depuis deux ans au début des études de médecine, l'opposition MR a dénoncé «l'attitude irresponsable» du ministre Marcourt, qui freine pareil examen.

Face aux députés, le ministre a répété qu'aucune étude n'a jamais démontré de corrélation entre le nombre de médecins et le niveau de consommation médicale.

M. Marcourt a également dénoncé la manière, peu claire selon lui, dont le contingentement des médecins est aujourd'hui organisé par le fédéral, en l'absence de tout cadastre des médecins encore actifs.

À ses yeux, la solution la plus simple serait de lever les limita-

tions actuelles du nombre de praticiens en médecine générale, d'urgences, de gériatrie et de chirurgie comme la ministre Onke-

linx l'a proposé l'an dernier. La Flandre a bloqué l'initiative.

«Faites cela et le problème sera résolu !», a assuré le ministre, en ironisant : «la planification communiste n'a jamais fonctionné nulle part !».

Ces propos ont hérissé les bancs de l'opposition MR. Olivier Maroy a rappelé que Laurette Onkelinx (PS) était jusqu'il y a peu ministre de la Santé, et elle n'a pas mis cette période à profit pour élaborer le cadastre des médecins pourtant tant attendu.

«Laurette Onkelinx a glandouillé pendant sept ans !», a lancé l'ancien journaliste, à peine audible dans un hémicycle envahi par les lazzis et reproches croisés entre députés socialistes et réformateurs.

Ces derniers ont annoncé leur intention de déposer une proposition de décret visant à instaurer un examen d'entrée aux études de médecine et de dentisterie. L'opposition MR avait déjà pris pareille initiative sous la précédente législature, mais la majorité PS-Ecolo-cdH de l'époque l'avait rejetée. ■